



## « Quelle place fait-on aux nouveaux Français ? »

**S**écialiste des questions d'immigration, président du Musée de l'histoire de l'immigration, l'historien Benjamin Stora a une analyse pertinente des flux migratoires qui surprennent l'Europe depuis quelques années. Et sur les réactions qui remettent en cause les valeurs républicaines d'une société qui s'interroge elle-même sur son identité.



## BENJAMIN STORA

*Benjamin Stora est professeur d'histoire à l'université Paris 13 et à l'Institut des langues orientales (INALCO). Il enseigne l'histoire du Maghreb contemporain, des guerres de décolonisation et l'histoire de l'immigration maghrébine en Europe. Il est également président du conseil d'orientation du Musée de l'histoire de l'immigration.*

### **Le drame des migrants fait la Une depuis plusieurs mois, comment analysez-vous cette crise ?**

**BS.** C'est une crise multidimensionnelle. Elle est à la fois géopolitique compte tenu des guerres qui se sont développées dans un certain nombre de pays méditerranéens, l'Irak, la Syrie, la Lybie. C'est ce qui distingue principalement ces vagues migratoires de celles que nous avons connues auparavant. Mais dans le même temps, l'immigration reste aussi motivée par les situations économiques et sociales que vivent les populations concernées. Des situations qui se sont aggravées, il n'y a pas eu d'amélioration dans la plupart des pays du Sud, du Maghreb, du Moyen-Orient. Nous avons donc aussi affaire à une crise sociale qui provoque le départ d'un grand nombre de populations. Le drame des réfugiés résulte de la combinaison de tous ces éléments. Mais il y a aussi ce qui relève de la démocratie politique. Après les Printemps arabes, on a vu arriver des régimes peu démocratiques, ce

qui contribue aussi à alimenter les flux migratoires.

### **En France et en Europe, l'opinion est assez partagée, mais des expressions xénophobes s'expriment de plus en plus, comment expliquez-vous ce phénomène de rejet ?**

**BS.** D'abord, il y a une grave crise économique et sociale dans le pays. Pour comprendre ces réac-

*« Depuis une trentaine d'années se développe une offensive idéologique qui a visé à ringardiser l'antifascisme, l'antiracisme, tout ce qui était porteur de solidarité et cette offensive a porté. »*

tions il faut bien partir du social. Tous les pays frappés par cette crise connaissent cette résurgence de la xénophobie. Ce n'est pas automatique bien sûr, mais c'est très lié. Il y a un sentiment d'exa-

cerbation de la concurrence sur le marché du travail et cela provoque de manière incontestable des tensions entre nationaux et non nationaux, entre Français et étrangers. Nous ne sommes plus à l'époque des trente glorieuses, il y a plus de quatre millions de chômeurs. La crise s'est installée dans la durée et s'est aggravée depuis 2008. C'est un premier aspect qui explique ce mouvement de rejet. Le deuxième aspect, c'est qu'il y a aussi la sensation d'une panne de l'intégration des immigrations antérieures, la sensation qu'il y a encore des problèmes à régler sur ces questions. Alors se produit une sorte de télescopage, de confusion dans les esprits entre les immigrés, les enfants d'immigrés, les réfugiés. Ce qui entraîne ce sentiment d'instabilité, d'insécurité, de précarité par rapport à l'avenir. A mon sens ce

sont deux aspects essentiels qui expliquent ce phénomène de rejet.

### **Dans le même temps, n'assiste-t-on pas à un glissement des valeurs. Il y a quelques années les mouvements antiracistes n'auraient-ils pas été plus présents dans le débat public ?**

**BS.** On ne peut que constater un affaiblissement des mouvements de solidarité et c'est un phénomène inquiétant. Depuis une trentaine d'années se développe une offensive idéologique qui a visé à ringardiser l'antifascisme, l'antiracisme, tout ce qui était porteur de solidarité et cette offensive a porté. Désormais ce sont des notions qui aux yeux de certains ne devraient plus exister, qui devaient disparaître de la scène culturelle, de la scène politique, au nom de la complexité de la situation. Mais en réalité, à travers ces remises en cause, ce sont les principes même de la République qui se trouvent affaiblis. La lutte contre les inégalités, contre le racisme, le fascisme, ce sont des



notions à la fois politiques et historiques, qui ont fabriqué et consolidé les valeurs dans ce pays. C'est un socle fondateur de la nation qui est attaqué sur un plan idéologique. On en revient aujourd'hui à expliquer qu'il y a des différences entre les races, une différenciation sur le plan culturel, avec des hypothèses culturalistes assez complexes, aboutissant en fin de compte à

*« Si je dis que je veux travailler sur le système colonial on me répondra, mais pourquoi travailler là-dessus ? On m'accusera de vouloir faire de la repentance. »*

une forme de hiérarchisation des races, mais sans le dire vraiment. Les mots ne sont plus les mêmes mais les idées sont identiques : il y a des cultures supérieures à d'autres, des civilisations inférieures et supérieures à d'autres. Ce type de notions qu'on croyait disparues est revenu.

### **Selon-vous quelle est la part de responsabilité du politique dans cette évolution ?**

**BS.** Les notions de solidarité, d'idéologie collective, qui pouvaient s'incarner au travers des partis politiques se sont considérablement affaiblies dans la plupart de ces structures, au profit d'idéologies qui consistent à valoriser surtout l'individualisme. On a parfois le sentiment qu'il y a adéquation entre liberté individuelle et individu, entre individu et démocratie et entre démocratie et capitalisme. Ce raccourci semble s'être installé dans les esprits. Ce qui est

*« La pensée dominante, aujourd'hui, vise à évacuer les luttes antiracistes, les luttes anticolonialistes, les luttes antifascistes, toute cette histoire là est évacuée. »*

devenu essentiel, ce n'est plus la notion de solidarité collective mais celle de l'individu. Elle s'est imposée progressivement dans le débat public jusqu'à remettre en cause le bien-fondé de la notion de service public. Fondamentalement, tout ce qui a trait au collectif est attaqué : sécurité sociale, éducation nationale, services publics, etc. Alors que pendant des décennies l'idéologie dominante a été d'aller vers plus de bien commun, vers plus de solidarité effective, aujourd'hui, ce qui domine, ce n'est plus du tout ça. C'est le culte de l'individu, du profit immédiat, avec ses corollaires : l'instantanéité et le spectaculaire, le refus de la longue durée dans la compréhension des événements. La pensée dominante, aujourd'hui, vise à évacuer les luttes antiracistes, les luttes anticolonialistes, les luttes antifascistes, toute cette histoire là est évacuée.

### **Ne tenez-vous pas un discours un peu radical ?**

**BS.** Je raisonne en tant qu'historien. En termes d'historicité, les blocs d'histoire qui avaient à voir avec le colonialisme, le fascisme ou avec la question du racisme sont fortement minimisés et considérés comme archaïques. Culturellement, sociologiquement, historiquement, ces questions-là sont considérées comme déjà réglées. Il n'est plus nécessaire d'y revenir. En d'autres termes, si je dis que je veux travailler sur le système colonial on me répondra, mais pourquoi travailler là-dessus ? C'est une

question réglée, dépassée, ancienne, archaïque, passons à autre chose. Et si je veux travailler quand même sur l'histoire coloniale on m'accusera de vouloir faire de la repentance. Et c'est au nom de ce type d'argument que je ne devrais plus avoir le droit de travailler sur l'histoire coloniale, sur celle du fascisme, ou sur celle du racisme... Et pourtant, ce sont des histoires très importantes à analyser pour comprendre le présent.

### **La France a connu des vagues migratoires tout au long de son histoire. On peut dire qu'elles sont constitutives de la nation. Qu'est-ce qui change aujourd'hui ? C'est ce que vous venez de dire ? Ou y a-t-il d'autres paramètres ?**

**BS.** Il y a d'autres paramètres qui entrent en ligne de compte. Les immigrations des années 20, des années 30, y compris pour certaines jusqu'aux années 80, étaient en grande partie des immigrations européennes : italiennes,

espagnoles, portugaises, etc. Et, paradoxalement, ces migrants étaient très éloignés de la culture française. Les gens ne connaissaient pas le français. Il fallait qu'ils l'apprennent pour s'intégrer ou s'assimiler dans la société française. La grande nouveauté c'est qu'à partir des années 70-80 est arrivée une immigration de type postcolonial. Elle avait à la fois une grande proximité culturelle puisque les gens connaissaient le français du fait de l'histoire coloniale, précisément. Mais en même temps, ils avaient le sentiment que l'ancien colonisateur n'avait pas changé. Le sentiment qu'eux connaissaient la France mais que les Français ne connaissaient pas leur histoire et ne la reconnaissaient pas. Il n'y avait pas de réciprocité dans la connaissance historique. Il y a un malentendu qui s'est installé de façon très forte. Nous, nous sommes proches de vous, mais vous, êtes vous proches de nous ? Avez-vous fait l'effort de nous connaître, de connaître notre histoire ? Et de ce malentendu historique va naître

## **L'arrivée massive de réfugiés est-elle de nature à faire vaciller la cohésion européenne ?**

**BS.** « Oui. C'est un indice très grave, cette question migratoire. Parce qu'on voit que les pays européens n'adoptent pas tous les mêmes stratégies. Les pays de l'est de l'Europe ne veulent absolument pas accueillir ces migrants et il y a là un problème de valeurs communes et la nécessité de s'asseoir ensemble et de bâtir un projet auquel les Européens puissent adhérer. Or, les failles, les séparations, les affrontements qui existent sur ces questions là prouvent que le projet commun n'a pas encore été suffisamment déterminé et qu'il peut même entrer en crise. » •



© WIKIA / WIKIA

## Coup de colère

« Non, la France n'est plus celle de 1950. Aujourd'hui il y a des millions de gens qui viennent d'histoires non-européennes. Des histoires qu'il faut connaître, comprendre, afin de redéfinir le projet républicain en fonction précisément de ces nouvelles populations, et ne pas faire comme si rien n'avait changé. Et bien oui, il y a beaucoup d'arabes et de noirs, c'est évident, il suffit de prendre le métro, d'aller dans une école ou une fac pour s'en apercevoir, ce n'était pas le cas il y a 60 ou 70 ans. J'ai lu dernièrement dans un magazine que « c'était mieux avant », mais c'est une conception de l'histoire qui nous tire vers le passé, un passé embelli. Or, ce dont nous avons besoin face aux crises actuelles c'est d'une histoire assumée, vue sous toutes ses facettes, les plus lumineuses comme les plus sombres. Quand j'entends certains propos sur la race blanche, les discours de certains « penseurs » qui passent le samedi soir à la télévision, quand j'entends dire que dans les prisons il y a beaucoup d'arabes et de noirs ça veut dire quoi ? Que tous les arabes et tous les noirs sont des délinquants en puissance et qu'il faut les expulser de France ? À tous ceux-là, je leur dis quelles sont vos propositions ? Que fait-on ? On les vire, on les met tous dans des avions ? On construit des ghettos ? Quand on énonce une parole, il faut qu'elle ait une traduction, une conséquence. Quelle est la conséquence de ce genre de propos ? Les bonnes questions c'est de savoir quels moyens on doit se donner pour faire en sorte que ces personnes soient françaises à part entière. Comment faire en sorte que toute cette population ne se sente pas exclue, victime de la chasse au faciès, de la suspicion ? » •

toute une série d'affrontements mémoriels, de stéréotypes qui vont se construire. Il y a comme une guerre des mémoires qui a démarré il y a une vingtaine d'années dans la société française. Cependant, les premières vagues d'immigration arrivaient dans une société qui avait une forte identité républicaine. Aujourd'hui, avec la mondialisation, le modèle culturel lui-même est en crise, et on a des populations qui arrivent en France, dans une société qui elle-même s'interroge sur son identité.

### Les différences religieuses ne sont-elles pas, elles-aussi à prendre en compte ?

**BS.** La religion a été instrumentalisée sur le plan idéologique. La question de l'Islam a envahi le champ politique sous un angle religieux, sans mise en rapport avec les sociétés sur le plan historique. C'est un peu comme si on considérait qu'il aurait fallu modi-

fier les évangiles et la bible pour arriver à la laïcité en France. Non, on y est arrivé parce qu'il y a eu la Révolution Française, la démocratie et qu'on a su plus tard séparer l'église de l'Etat. Ce n'est pas en changeant le corpus théologique que les sociétés arabo-musulmanes deviendront démocratiques. Ce serait une formidable erreur que de le croire. C'est au contraire leur démocratisation qui permettra le processus de laïcisation. C'est ça qu'on n'arrive pas à comprendre en France. Certains « penseurs » considèrent que c'est ontologiquement l'Islam qui est responsable de tous les maux : la

« Dans toutes les écritures religieuses, dans toutes les grandes religions monothéistes en particulier, il y a partout des choses épouvantables dites sur les femmes, sur les homosexuels, sur les minorités... »

séparation homme-femme, les inégalités. Ils ne tiennent pas compte du fait que ces populations viennent de sociétés non démocratiques, patriarcales. Tout cela n'a pas de rapport direct avec la religion. C'est la société qu'il faut transformer et non pas changer les écritures religieuses. Dans toutes les écritures religieuses, dans toutes les grandes religions monothéistes en particulier, il y a partout des choses épouvantables dites sur les femmes, sur les homosexuels, sur les minorités... La grande différence c'est qu'il y a des sociétés qui ont dépassé tout ça. Le débat est difficile parce qu'il se polarise sur une interprétation littéraliste du religieux sans mise en regard des processus historiques.

### Mais qui veut réécrire le coran ?

**BS.** Ceux qui veulent transformer la religion musulmane, l'interpréter. Je ne veux pas citer ces penseurs, il y en a beaucoup en ce moment, surtout à la télévision, en particulier le samedi soir. A les entendre, c'est la transformation des pratiques religieuses de l'Islam qui permettrait de transformer, d'intégrer les populations.

Mais ce n'est pas ça qu'il faut changer, c'est les pratiques démocratiques. Que ce soit au nord ou au sud. C'est ça qui transforme les

« Aujourd'hui, avec la mondialisation, le modèle culturel lui-même est en crise. On a des populations qui arrivent en France, dans une société qui elle-même s'interroge sur son identité. »

sociétés. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille lorsqu'on est athée ou laïque, se laisser envahir par la religion. Ça c'est autre chose. On ne peut pas laisser le religieux déborder sur l'espace public, c'est une autre discussion. Mais on ne peut pas de la même manière considérer qu'on va transformer la société en changeant le contenu intrinsèque des religions. Le débat se polarise sur le contenu des religions et pas sur la laïcité, sur la séparation entre le public et le privé.

### Vous avez déclaré dans une interview au journal Le Monde qu'il faut retisser le lien entre la nation et la République. Que voulez-vous dire ?

**BS.** Il y a un danger d'éloignement entre la nation et les principes de la République. Le premier de ces principes est celui de l'égalité. Or, notamment dans les minorités, il y a le sentiment que ces principes ne sont pas appliqués. Ou du moins qu'ils sont appliqués pour





certains et pas pour d'autres. Alors retisser ce lien, c'est essayer à nouveau de faire en sorte que ce vécu inégalitaire soit atténué, que les principes républicains énoncés soient respectés pour tous. C'est le sens de mon propos, retisser le fil entre les principes énoncés par

Denis, à Gennevilliers. J'ai été professeur d'histoire à Paris 7, Paris 8, Paris 13, ça c'est des facs de banlieue, avec des étudiants de première année, des jeunes de 18 ans, je sais de quoi je parle. L'immense majorité de ceux qu'on appelle les jeunes issus des immi-

grations postcoloniales entrent dans la Cité française. Ils sont dans la Cité et se sentent français. C'est une évidence. Comme il est évident aussi qu'il y a des minorités agissantes, des minorités qui elles, vivent sur le mode de la séparation et de l'affrontement avec la société française. Il ne faut jamais oublier cette majorité quand on réfléchit à ces problèmes. Toutefois, ce qui s'est passé est un symptôme très grave du dysfonctionnement de la République. Cela pose des questions aussi sur l'enseignement de l'histoire, la faiblesse des programmes scolaires sur ces questions qui les concernent directement. J'ai interpellé les autorités pour leur dire qu'il fallait faire quelque chose pour que cette question soit mieux prise en compte parce qu'il y a eu toute

une série de polémiques ces dernières années pour minimiser les apports des flux migratoires et privilégier ce qu'on appelle le roman national.

tème scolaire, soit on estime que c'est un défi à relever. Programmes, manuels, comment faire en sorte qu'à travers les images parce que maintenant tout passe par les images, par internet, par le virtuel... on puisse relever ce défi? Ce qui s'est passé après Charlie, c'est l'indice de quelque chose de grave mais on ne pourra pas répondre en fermant la porte des écoles, en excluant, en laissant se développer des territoires de relégation, en se disant que

*« L'immense majorité de ceux qu'on appelle les jeunes issus des immigrations postcoloniales se sentent français. C'est une évidence. »*

la République et le vécu de tous les jours sur le plan social et culturel aussi.

**Après les attentats de janvier, on a vu dans les établissements scolaires des élèves qui refusaient de faire la minute de silence. Comment analysez ces réactions? La plupart des jeunes issus de l'immigration ne partagent-ils pas les valeurs de la République?**

**BS.** Ces réactions ne sont pas le fait d'une majorité de jeunes, ce n'est qu'une minorité. Je suis bien placé pour le savoir, mon travail m'a conduit à faire de nombreuses rencontres et réunions avec des jeunes, j'ai enseigné longtemps en banlieue pendant 35 ans à Villetaneuse, à Saint-

**Selon-vous qu'elle aurait dû être la réaction de l'institution?**

**BS.** Il y a deux solutions. Soit on estime que cette minorité peut détruire l'institution, qu'il faut la réprimer, voire l'exclure du sys-





« Soit on reste dans des débats de type incantatoire, abstraits, soit on se dit OK, la société a changé, alors quelle place on fait à ces nouveaux Français ? Quelle société va-t-on construire avec eux sur les principes de la République ? »

## Le Musée de l'immigration trace les frontières



Hasard du calendrier ? Au moment où l'actualité déroule au quotidien la tragédie des réfugiés, le Musée national de l'histoire de l'immigration présente du 10 novembre au 29 mai une exposition sur le rôle et les enjeux contemporains de la « frontière » dans le monde et qui retrace les histoires singulières de ceux qui les traversent. Fondée sur des collections historiques, des œuvres d'art et des ressources ethnographiques, l'exposition recompose les différents aspects de cette histoire des frontières au fil de trois parcours thématiques : « *Les murs-frontières dans le monde* », « *L'Europe et ses frontières* » et « *Traverser les frontières de la France* » qui mettent en scène les relations entre frontières et migrations. Documents d'archive, cartes géographiques commentées, objets de mémoire, œuvres d'art, articles de presse, photographies, vidéos, témoignages, et récits de migrants... autant de témoignages pour mieux comprendre l'actualité et les enjeux du monde qui nous entoure. ●

toute façon ces jeunes-là sont perdus d'avance.

Je pense qu'il y a besoin d'un effort supplémentaire de l'Etat, mais aussi des intellectuels, des universitaires. Ils doivent descendre sur le terrain, aller au contact, faire partager leur savoir. Il y a une trop grosse coupure

dans notre société et pas simplement avec les politiques. Des universitaires, des intellectuels, il y en a des bataillons dans ce pays, des milliers de personnes qui savent des milliards de choses mais qui ne partagent pas beaucoup leur savoir avec ceux qui vivent sur ces territoires de ban-

lieu. Ce qui me surprend le plus, c'est l'attitude de « *l'intelligentsia* » au sens large du terme. Elle ne s'exprime pas beaucoup sur ces questions et se replie dans une espèce de tour d'ivoire, d'élitisme académique. Or, il faut se frotter au monde réel, aux vraies questions posées par les jeunes.

Songez qu'il n'y a en France que quatre professeurs d'université en histoire contemporaine du Maghreb. Ça ne fait pas beaucoup... Avec ça, vous ne pouvez pas former les formateurs, c'est-à-dire les enseignants, sur l'histoire du Maghreb contemporain des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, sur la question coloniale, sur l'histoire du Maghreb et ne parlons même pas de la question de l'Islam. Des profs d'université, il en faudrait 50, il en faudrait 60 et même plus.

**Le ministère de l'Éducation nationale a appelé à une grande mobilisation du système éducatif. Est-ce une bonne réponse ?**

**BS.** Ce qui m'intéresse, c'est les impulsions qui sont données. Ce sont les présupposés politiques. La mobilisation, la réserve citoyenne, pourquoi pas ? Mais tout dépend des moyens qui sont donnés, des sujets que l'on va traiter. Je raisonne en tant qu'historien et géographe, je constate qu'il y a une partie considérable de la population qui a l'impression que son histoire est ignorée. La place

« *L'énoncé de ce qu'est la République et la façon dont elle s'incarne dans la société, ça commence à l'école.* »

laissée à l'histoire de l'immigration dans les nouveaux programmes scolaires est très faible. C'est dommage, il y avait là une occasion d'élargir davantage le propos, au détriment peut-être de chapitres plus anciens. Je sais qu'on ne peut pas tout faire, mais en même temps c'est aujourd'hui une question décisive.





© THOMAS AMAR

### ➤ Ressentez-vous une attente chez les enseignants ?

**BS.** Je suis confronté à des demandes du monde enseignant très fortes. Il y a dix ans les syndicats enseignants ne venaient pas m'interviewer, ne m'invitaient pas à leur université. Si vous le faites aujourd'hui, c'est parce qu'il y a un besoin dans la société française. Que ce soit les syndicats, les mouvements associatifs, les partis politiques, même de droite - je ne parle pas de l'extrême droite - tout le monde sait qu'aujourd'hui c'est une question grave qui est posée. Donc maintenant il faut en prendre la mesure. Soit on reste dans des débats de type incantatoire, abstraits, soit on se dit OK, la société a changé, alors quelle place on fait à ces nouveaux Français ? Quelle société va-t-on construire avec eux sur les principes de la République ?

*« Comment voulez-vous enseigner l'histoire des autres, si vous ne la connaissez pas vous-même ? »*

Il est temps d'apporter des réponses. Récemment, nous avons organisé 12 heures de solidarité avec les réfugiés au Musée de l'histoire de l'immigration. 3 000 personnes sont venues assister aux débats. Pas un journaliste ne s'est déplacé, pas un seul compte-rendu

dans la presse. Ça se passait dans ce musée, dont je signale au passage qu'il est unique en Europe. C'est le seul lieu où on peut investir, discuter, élaborer autour de cette question. Voilà un exemple, un moment de mobilisation, concret, pratique, évident, essentiel, et voilà, une absence totale.

### Quel rôle l'école primaire peut-elle jouer ?

**BS.** Le rôle que jouent les instituteurs est extraordinaire. Aujourd'hui ils sont en première ligne. Ce sont eux qui transmettent les premières élaborations de ce qu'est la République à des populations très jeunes. Pour ces élèves, c'est la première rencontre, la première perception de ce que sont l'organisation et les principes de la République. C'est donc décisif. Si on rate ce moment-là, après c'est très difficile de rattraper les choses. L'énoncé de ce qu'est la République et la façon dont elle s'incarne dans la société, ça commence à l'école.

Mais dans la transmission de ce savoir, il faut aller au plus simple sur le plan pédagogique. Enseigner l'histoire de l'immigration, c'est tout simplement raconter l'histoire des autres, et pas l'histoire de soi. Encore faut-il la connaître et cela nécessite un énorme effort de for-

### Des ressources pour la classe



Refoulement de Tsiganes serbes à la frontière allemande

© MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

➤ L'enseignement de l'histoire de l'immigration, bien qu'encore trop peu visible dans les programmes, est un enjeu décisif pour l'école d'aujourd'hui. Mais cet enseignement ne s'improvise pas. C'est pourquoi le Musée national de l'histoire de l'immigration met à la disposition des enseignants de nombreuses ressources pour favoriser l'approche de ces questions parfois difficiles dans leurs classes. Des formations et un accompagnement dans l'élaboration de projets de classe ou d'école, des visites-découverte et des animations pédagogiques sont organisées pour les enseignants. Le musée développe en parallèle des parcours pédagogiques autour de ses expositions avec fiches d'activités par niveaux de classe et dossiers de préparation. Enfin, un portail documentaire donne accès à la médiathèque du Musée et recense une partie des documents (livres, revues, documents audiovisuels, images, archives...) disponibles sur place. De nombreuses ressources en ligne et en accès libre sont aussi disponibles. •

mation des enseignants. Car comment voulez-vous enseigner l'histoire des autres, si vous ne la connaissez pas vous-même ? Je tiens à ajouter aussi qu'il y a un autre élément important qui entre en ligne de compte dans la circulation des savoirs. C'est ce que j'appelle la « vidéosphère », la

puissance des images diffusées en dehors de l'école, face à laquelle les enseignants ne sont pas toujours bien formés. Si on ne veut pas que ça devienne une sorte de « contre-école » il faut savoir s'adapter, savoir comment l'utiliser.  
PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS BARBE ET PIERRE MAGNETTO